

Session Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°19.06.01 Budget Primitif 2020

Intervention de Michel CHASSIER

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Ce qui frappe dans votre présentation, c'est le changement de ton depuis les Orientations budgétaires.

Autant la prudence restait de mise il y a deux mois, vous évoquiez alors le défi « **de construire des orientations budgétaires [...] à la hauteur de ces enjeux, dans un périmètre constant [...] à un moment où les échanges avec l'Etat demeurent complexes et les incertitudes persistantes sur les conditions de retraitements au titre du pacte de Cahors** », autant ce rapport fait preuve d'un optimisme qu'il nous faudra sans doute tempérer.

C'est ainsi que dans les 4 pages de présentation du Président, on ne trouve pas moins de 22 points d'exclamation !

Or, l'usage du point d'exclamation à la fin d'une phrase déclarative a pour effet d'en augmenter l'emphase.

Pourquoi recourir à cet effet de style ? Sans doute pour affirmer un volontarisme, mais si les moyens ne suivent pas, cela pourrait fort bien ressembler à des incantations.

C'est d'ailleurs un procédé similaire qui est utilisé avec une série d'anaphores :

Innovation, 7 fois !

Solidarité, 7 fois !

Transition, 7 fois !

La mode étant aux sigles et autres acronymes, cela pourrait faire IST, ce qui n'est pas forcément un choix judicieux, puisqu'il s'agit de la nouvelle appellation des MST.

Plus sérieusement il nous faudra examiner point par point les différentes politiques, car il est évident qu'à périmètre constant il n'est pas possible d'abonder une ligne budgétaire sans diminuer une autre.

Nous y reviendrons au cours du débat.

Mais restons d'abord dans les grandes lignes.

L'innovation et la transition se recoupent largement, mais de quoi parle-t-on ?

A toutes les époques l'innovation a été le moteur des transformations et disons-le des progrès de l'humanité.

Le développement de l'agriculture accompagné par de nombreuses innovations en matière d'outillage a permis la révolution néolithique, la sédentarisation avec une plus grande sécurité alimentaire, la croissance démographique et la naissance des premières cités autour desquelles sont nées les civilisations dont nous sommes issus.

On voit bien dès le départ que ce sont les innovations qui permettent et qui provoquent des transitions radicales de nos modes de vie.

Innovations qui s'accélèrent depuis la première révolution industrielle, suivant le processus décrit par Rostow dans les étapes de la croissance, et la révolution majeure dans laquelle nous sommes entrés portera essentiellement sur deux axes : l'intelligence artificielle et les biotechnologies, avec toutes les implications que cela comporte.

En France et plus largement dans le monde occidental ces nouvelles technologies qui fondent autant d'espoirs que d'inquiétudes font l'objet d'un suivi attentif de la part des citoyens et des pouvoirs publics, qu'il s'agisse de la protection de la vie privée ou des questions d'éthique.

Il est vrai que nous restons marqués par l'héritage des Grecs qui, avec Démosthène, s'opposaient à la démesure et à la folie imprudente des hommes, et du christianisme pour le respect de la vie humaine.

Mais nous aurions tort de penser que cette conception serait partagée par la Chine, dont la civilisation multimillénaire repose sur une philosophie tout à fait différente, et qui ne voit aucun obstacle au développement de l'intelligence artificielle, fut-ce au détriment des libertés, dont on sait bien comment elles sont déjà traitées aujourd'hui, ni aucun frein au développement des biotechnologies, y compris appliquées à l'homme dans un certain nombre de domaines où nous les refusons à juste titre.

Voilà où va se situer un enjeu majeur du XXIème siècle, auquel nous serons confrontés très rapidement.

Cela dépasse évidemment de très loin le cadre régional, mais je tenais à le rappeler, car la transition dont vous parlez n'est qu'un aspect de cette révolution technologique en cours.

L'arbitrage entre les divers modes de production d'une énergie dont la demande va continuer de croître au niveau global avec l'élévation progressive du niveau de vie dans les pays aujourd'hui les plus pauvres, n'est qu'une petite partie du problème, je dirai

celle qui est la plus facile à résoudre, on le voit d'ailleurs avec la multiplication des projets de centrales nucléaires dans le monde.

De même la transition du modèle agricole ne saurait se réduire à sa dimension dite biologique. Pour répondre à une demande croissante, il faudra bien continuer à produire, tout en prenant soin de préserver l'environnement, mais qui plus qu'un agriculteur peut être attaché à préserver sa terre ? A moins que l'on veuille la fin d'une agriculture familiale au profit d'une agriculture industrielle dont les fermes-usines, méthaniseurs inclus, seraient possédés non plus par les agriculteurs, mais par des investisseurs. C'est là que se situe le véritable débat.

Il ne faudrait donc pas que la transition se limite, dans un but électoral évident, à faire plaisir à la composante dite « verte » de votre majorité, et à suivre les injonctions d'une adolescente portée aux nues par les médias avec le soutien de puissants lobbies, et qui ferait mieux d'aller en cours pour apprendre à former son jugement plutôt que réciter ses mantras en annonçant que la fin du monde approche, comme le savant Philippulus dans l'Etoile mystérieuse, et vouloir donner des leçons à la terre entière.

Encore une chance que vous ne suiviez pas les délires de l'ancien ministre Yves Cochet, qui prédit l'effondrement de notre civilisation en 2040, considère qu'il faudra 10 millions de chevaux en France pour remplacer d'automobile, et qu'il faudra former des cochers, des palefreniers et des maréchaux-ferrants en conséquence.

Or nous n'en voyons pas la trace dans le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences.

Mais peut-être craignez-vous la colère des animalistes, qui assimilent le travail des chevaux à l'esclavage !

Nous sommes dans un pays où désormais c'est la gauche, qui se revendiquait progressiste depuis toujours, qui a peur du progrès.

Or il se trouve que le taux de croissance est insuffisant pour résorber le chômage, ni faut-il le rappeler, pour équilibrer à terme les régimes de retraite. On nous annonce en France 1,3% en 2019, 1,2% en 2020, et ce n'est pas mieux en Europe. Or le Conseil d'Orientation des retraites avait basé un certain nombre de scénarii sur une croissance moyenne de 1,7%.

Cela veut dire que réforme ou pas, sans croissance, les pensions vont diminuer car la proportion de retraités par rapport aux actifs va continuer d'augmenter, d'autant plus que notre natalité continue de décliner, et la part de la natalité indigène.

A contrario les écologistes préconisent aujourd'hui la décroissance et la dénatalité pour, disent-ils, sauver la planète.

Nous préconisons exactement le contraire.

Tout cela pour dire que vos incantations ne sont pas convaincantes.

D'autant plus, je le disais en introduction, qu'à périmètre constant il n'est pas possible d'abonder une ligne budgétaire sans diminuer une autre, c'est le principe des vases communicants.

D'ailleurs le CESER ne s'y trompe pas, puisqu'il relève une baisse importante des crédits de paiement en faveur de la recherche, la baisse des crédits du CAP développement et adaptation des entreprises industrielles, ainsi que pour les appels à projets innovation et transferts de technologie.

Un mot également sur la solidarité.

Nous rappelons régulièrement que l'aménagement du territoire, au sens large du terme, constitue le cœur des compétences de la Région.

Cela concerne les solidarités territoriales, où nous constatons également une diminution de l'enveloppe globale de plus de 6 millions d'euros en investissement. Alors que nous sommes déjà en retard d'engagements sur le CPER 2015-2020.

Mais le Premier vice-président l'évoquait lundi à Blois, ces retards sont dus au fait que bien souvent les Villes, EPCI, Pays, ne sont pas en capacité de financer certains projets programmés en raison des contraintes financières imposées par l'Etat, qui d'un côté s'engage à co-financer des projets sur les territoires, et en même temps met les collectivités dans l'impossibilité de suivre le calendrier.

Et encore une fois cela profite plutôt aux métropoles, qui ont les moyens d'investir, et qui peuvent continuer d'avancer, quitte à emprunter lourdement.

C'est ainsi que les crédits du CPER inscrits pour la construction d'un théâtre à Blois ont été annulés et reportés sur le Centre Chorégraphique de Tours.

Autrement dit nous ne doutons pas, Monsieur le Président, de votre volonté régulièrement exprimée de maintenir un équilibre entre métropoles, villes moyennes et ruralité, mais cela s'avère plus facile à dire qu'à faire.

Le moment arrive aussi où il faudra faire le bilan, car cette année 2020 sera à la fois la dernière année pleine de la mandature, mais aussi du CPER, de la programmation des fonds européens, du SRADDT et d'un certain de plans et de schémas en découlant.

Nous en reparlerons dans le débat du SRADDET, mais il est quasi certain aujourd'hui que beaucoup des objectifs affichés à l'époque ne seront pas atteints.

Je ne rentrerai pas davantage dans le détail du budget, il y aura d'autres intervenants, mais pour conclure j'ai envie de vous dire : attention ! Restez pragmatique, vous savez l'être. Ne vous laissez pas entraîner par des partenaires tirant profit du moment politique, au risque de vous détourner de l'essentiel et de compromettre l'efficacité des politiques régionales.

Un dernier mot pour dire que nous ne présenterons pas d'amendements budgétaires. Nous voulons ainsi protester contre la méthode qui consiste à réunir la Commission des finances, la veille de la session à 17 heures, après l'heure limite de dépôt des amendements.

Enfin nous voudrions attirer l'attention sur les incertitudes qui demeurent au niveau des recettes, avec 5 millions d'euros inscrits pour les l'aide aux employeurs d'apprentis, mais qui ne figurent pas dans la loi de finances. De même pour le fond de soutien à l'apprentissage en investissement, la somme inscrite serait une estimation, vous avez évoqué le sujet ce matin.

Toutes ces contraintes, toutes ces incertitudes devraient par conséquent vous amener à davantage de prudence dans votre présentation et dans les ambitions affichées.